

Mende, le 3 juin 2016

« Vous verrez, si c'est la droite ou l'extrême-droite ! »

Jeudi, le 2 juin 2016, l'ENFiP Clermont-Ferrand fêtait ses cinquante ans et accueillait à cette occasion Christian Eckert, secrétaire d'État au Budget, auprès du ministre des Finances et des Comptes publics. Alors que les « officiels » arrivaient au compte-gouttes, des manifestants de plusieurs départements (Puy-de-Dôme, Allier, Cher – Vierzons-, Loire, Haute-Loire, Rhône, Dircofi RAB, Dircofi Centre, DISI Sud-Ouest, Pyrénées-Orientales, Lozère, RIF et Bureau national) se pressaient derrière les barrières gardées par les forces de l'ordre.



Photo : « Gribouye BN »



Photo : Loïc - Solidaires finances Publiques 30

C'est avec plus d'une heure de retard, que le secrétaire d'État a fait son apparition.

Avant de rejoindre la petite salle où l'attendaient les 7 participants à l'audience organisée avant son discours à la tribune de l'ENFiP, il a voulu « aller au contact » et discuter fraude fiscale, retenue à la source et suppressions d'emplois... à partir de sa vision des choses... Le dialogue a donc très vite tourné court.

A son arrivée à l'audience, il nous a remercié d'avoir patienté, a indiqué qu'il était normal de nous recevoir, d'autant plus que certains venaient de loin, avant de préciser que l'horaire était tout de même contraint...

Après les interventions :

- de François-Xavier Ferrucci du bureau national de Solidaires Finances Publiques sur la colère qui monte à la DGFIP, sur notre demande d'un moratoire sur les suppressions d'emplois et l'ouverture de véritables négociations ;
- de Josy Pagès de notre section des P-O sur la situation dans ce département et qui appelait de ses vœux un signe fort en direction des agents en lutte depuis plus d'un mois ;
- complétée par celle du secrétaire de la section CGT Finances Publiques des P-O ;
- et du responsable du bureau national de la CGT Finances Publiques qui pointait un désaccord de fond ;

le secrétaire d'État s'est lancé dans un discours de politique générale autour des points suivants :

- PPCR est un bon dispositif, l'intégration des primes, c'est bien, tout comme la revalorisation des débuts de carrière. Tout ça, ça coûte à l'État, mais ça améliore la situation des fonctionnaires ;
- le gouvernement a comme ambition pour notre maison que la DGFIP se voie confier les missions régaliennes qui sont les siennes... même si on met en place la retenue à la source, et il n'y a pas d'inquiétude à avoir que cette mission soit attribuée à l'URSSAF (???) ;
- le gouvernement a pris le parti de conserver le même nombre de fonctionnaires. Or, l'Éducation Nationale, la Police et la Justice ont besoin de davantage d'emplois. En conséquence, d'autres ministères doivent « payer » et c'est difficile pour eux ;
- dans notre pays il y a beaucoup de services publics... et des prélèvements obligatoires importants ...
- si tous les ministères étaient prioritaires, aucun ne le serait.

Après avoir été interpellé sur les suppressions-restructurations, il a indiqué que sur 200 projets, il n'en avait retenu que 148, sur lesquels des arbitrages sont encore en cours et que, même si ces projets avaient été présentés en comité technique (de réseau ou local), il n'avait encore rien signé.

Après une intervention du représentant FO-DGFiP de l'Allier, M. Eckert a fait mine de s'offusquer, nous a averti des projets de « certains » visant à supprimer 300.000 postes de fonctionnaires et a mis fin à l'audience.

Et c'est en quittant la salle qu'il a lancé cette phrase « vous verrez si c'est la droite ou l'extrême-droite » qui nous inspire les interrogations suivantes :

- la capacité de M. le secrétaire d'État pour le dialogue social se limite-t-elle à 30 min, montre en main ?
- ce gouvernement serait-il déjà en position de vaincu ?
- M. Eckert songe-t-il davantage à sa retraite qu'à notre avenir ?

M. Bruno Parent, Directeur Général des Finances Publiques, était présent à cette audience. À en juger par la vigueur de ses hochements de tête, il ne fait aucun doute qu'il partage les convictions du secrétaire d'État. Nous lui avons expliqué que les directeurs locaux, qui avaient pourtant très bien assimilé les « lignes directrices » et les éléments de langage qu'elles contiennent (« masse critique » par exemple) nous affirmaient qu'ils devaient fermer des petits postes et fusionner des services afin de constituer des structures dans lesquelles ils pourront supprimer les emplois que nous devons rendre au budget de l'État.

Il nous a répondu qu'il n'avait pas cette vision uniquement comptable de la DGFiP, avant de s'éclipser rapidement.

Cet épisode traduit bien les difficultés que nous rencontrons pour avoir un dialogue social sincère et constructif, tant avec les responsables du ministère qu'avec ceux de la direction générale.

Simple exercice de communication ou réelle volonté d'être à l'écoute de nos difficultés ? Attendons de voir à quelle sauce notre direction sera mangée lorsque le temps des suppressions d'emplois sera venu.

Mais il y a fort à parier que le seul moyen de se faire entendre sera de s'engager dans une action d'envergure.



Photo : « Gribouye BN »